

L'Afrique et ses généraux – la France et ses diplomates : Comment se parler entre deux coups d'États ?

L'Occident, dont la France, mesure le changement brutal des équilibres mondiaux. L'époque où méthodes et projets des pays développés pouvaient prévaloir sur les pratiques ancestrales des continents anciennement colonisés ou découverts est bien révolue. Certes, mais selon la vision curieuse de Malraux : « Le XXI siècle sera religieux ou ne sera pas », si c'est pour faire place nette à d'autres méthodes, d'autres projets, plus dévastateurs portés par des États confis dans une religiosité existentielle (Russie, Ukraine, Israël, Palestine) qu'ils soient en Orient, Slave ou Asiatique, on n'assistera pas à une évolution, mais à un simple « tour de passe-passe » mortifère.

Pour l'Afrique, encore épargnée, parce que le glaçant siècle religieux, est-on vraiment sérieux quand, des capitales « libérées », on nous lance : « Fini, l'Afrique dominée, place à l'Afrique souveraine avec deux messages certainement légitimes :

L'Afrique aux Africains !

L'Afrique de l'Ouest doit assurer sa sécurité par elle-même !

Le premier message caché pourrait-il être :

"Les revenus de l'Afrique aux dirigeants africains plutôt qu'aux honorables correspondants des pays occidentaux ?"

Le second message caché pourrait-il être :

"Les militaires au pouvoir n'ont pas besoin des démocraties occidentales pour s'occuper de leur pays et s'affirmer face au djihadiste ?"

Comme pour les systèmes informatiques, ce qui nous attend, c'est une sérieuse mise à jour des logiciels politiques.

Depuis les indépendances (qu'elles aient été bien négociées, gagnées de hautes luttes, contre les États colonisateurs ou juste consenties), les ressources de l'Afrique ont déjà été à « certains Africains », mais évidemment pas « aux Africains ». Le modèle démocratique a été plus copié qu'inventé. Certains, bien nés ou manipulés, ont su avec une grande agilité, changer les fenêtres du colonialisme et tirer grand profit des richesses de leurs pays en pactisant avec les entreprises des anciennes puissances coloniales. La France, mais aussi bien d'autres pays.

« Nous ne pouvons être meilleurs que si notre esprit est imprégné par encore meilleurs que nous » nous enseignions la philosophe Simone Veil, dans son manuel d'action politique (L'édition « peuple libres. »). Si j'analyse la situation de certains pays membres de la CEDEAO, je crains de malheureusement comprendre l'inverse : nous ne pouvons qu'être pires, si notre esprit est inspiré par encore pire que nous.

Dès lors, pour la France et ses dirigeants, que faut-il faire pour éradiquer la tentation du coup d'État permanent ? Nous sommes bien placés sur ce point. Au changement de République, entre la 4e et la 5e, De Gaulle, le sauveur de la France, a été durement critiqué par ses oppositions. Tout a été dit dans le titre de cet essai (paru en 1964) de François Mitterrand son opposant en

titre, : « le coup d'État permanent », soit une dénonciation en règle du « pouvoir personnel » instauré par le général de Gaulle depuis son retour aux affaires en 1958.

Nous sommes donc des experts en la matière et nous pouvons en parler avec notre ami africain, confrontés aux « coups d'États récurrents » de leurs militaires, sans pour autant être très longtemps « permanents ».

De Gaulle a été, selon la formule du président René Coty, « le plus illustre des Français », le libérateur de la patrie, l'homme du recours qui a écarté le spectre de la guerre civile en 1958, le monarque à l'autorité quasi absolue d'une république refondée, le leader de la première formation politique du pays, forte d'une majorité écrasante à l'Assemblée Nationale.

Si nous prenons de la hauteur, que faut-il retenir des bouleversements mondiaux du XXI siècle ?

1 - les États-Unis, depuis le 11 septembre 2001 et les Présidents Bush, Trump, Biden (malgré le timide Président Obama) ont ruiné leur position de leadership et leur prédisposition à « l'arbitrage » en se détournant du multilatéralisme et en méconnaissant les autres civilisations. On paie aujourd'hui encore les graves erreurs des aventures irakiennes ou Afghane, de la pudeur face à la Syrie.

2 – La conduite du bien commun mondial a quitté la sphère de l'ONU, pour être accaparée et malmenée par le marché et les acteurs privés, il est vrai motivés par l'échec de la régulation collectiviste et la médiocrité des mouvements de décolonisation. L'argent et le numérique, sans âme, ni valeur, en ont été les principaux instruments, plus sûrement que le commerce des armes.

3 – Dans ce contexte dégradé, il y a aujourd'hui quatre « audacieux » et deux « timides ». Les quatre qui pensent le temps de venue d'inféoder l'occident et de mettre un terme aux idéaux (mythes ?) démocratiques sont : la Russie, la Chine, la Corée du Nord, l'Iran, soutenus par quelques supplétifs (Syrie...) et observés avec beaucoup de bienveillance discrète et bien peu de mémoire, par quelques sympathisants (Brésil, Turquie, Inde). Ceux-là reproduisent sans imagination, les mêmes pratiques de l'époque coloniale où la cavalerie à cheval est remplacée par les réseaux sociaux, où l'imposition d'un modèle d'in-civilisation s'est substitué au mythe de la civilisation occidentale, avec les mêmes intérêts et les mêmes myopies.

Les timides, c'est l'Europe fragmentée et en éternelle « psychothérapie institutionnelle » et le Japon jamais sorti de son trauma d'après-guerre et de sa crise financière et démographique. Ceux-là ont perdu leur boussole et, avec l'ONU, parlent presque une langue qui n'est plus comprise par personne, celle de l'humanisme et de l'universalité.

Et l'Afrique où en est-elle dans ce borborygme ? Quels objectifs se donne-t-elle au sein de la CEDEAO ou de l'UA pour que ses peuples et ses dirigeants (élus ou non) pensent enfin à améliorer leur indicateur de développement humain (IDH), au partage et à l'émancipation ? Comment compte-t-elle approfondir une coopération entre pays du continent encore trop limitée, peu intégrative ? Comment reprendre la maîtrise des ressources, promouvoir ses valeurs ? Personne en dehors de l'Afrique n'a les réponses. Une charte de la CEDEAO n'y suffira pas.

Pourquoi la situation incroyable de l'actuelle Afrique de l'Ouest francophone est-elle si brutale, rapide et visible ? Sachant que le même « bazar » peut être constaté dans le reste du continent. Sans doute parce que la France a, depuis les décolonisations, décidé de conserver un rôle

d'acteur majeur du développement, avec la maîtrise des paramètres monétaire et économique. Elle a voulu « bien faire », quitter sans lâcher. Elle s'est trompée.

Les autres pays colonisateurs : du Portugal à l'Italie, en passant par l'astucieux repli des Britanniques à l'est et le triste résultat de la décolonisation belge en Afrique centrale, tous ont été moins ambitieux politiquement, plus pragmatiques économiquement. Moins actifs après leur « départ », ils ont voulu tourné la page, mais ils se sont aussi trompés.

L'Afrique doit enfin comprendre qu'elle est seule et qu'elle est forte, malgré tout. Que son destin lui appartiendra si elle décide de coopérer au lieu de combiner, de construire sa propre stratégie au lieu d'attendre que d'autres stratégies l'accompagnent.

Elle n'en prend pas le chemin actuellement. Certes, l'inimaginable jeu de dominos de l'Afrique francophone laisse les analystes et les nouvelles générations un peu perdus. On devine que les dramatiques événements du Mali, du Burkina Faso, du Niger sont voués à l'échec à terme, transformant ces pays en nouveaux califats aux ressources pillées par les quatre « ambitieux ». Par contre, la mise à bas de démocraties d'opérette par les militaires en Guinée ou au Gabon est plutôt une bonne nouvelle, si rapidement une alternative politique apparaît. On aura peut-être enfin tourné le dos à la France-Afrique et à la captation des ressources au profit d'un petit nombre de « chefs à plumes » locaux.

Comment gérer et admettre surtout que ce qui est salubre ici, soit néfaste chez le voisin ? La CEDEAO n'en dit rien, elle ne tranche pas et c'est fâcheux. Qu'elle invente vite son modèle de gouvernance continentale, en tirant les leçons des maladroites de l'Europe, en inventant son propre modèle qui ne sera jamais traduit du mandarin ou du cyrillique.

Il existe encore des bougies allumées ici ou là qui montre que l'Afrique sait prendre son destin en main et que ses dirigeants savent servir leur peuple : le Bénin, le Sénégal, le Nigeria, d'autres encore plus au sud et plus à l'est. Pour cela, il faut clairement se dire : les timides de l'occident ne sont plus des recours stables et les quatre ambitieux, sont des dangers certains. Quant aux États-Unis, la preuve est faite de leur piètre compréhension du monde et des autres civilisations en dehors de leur jardin, et cela, depuis longtemps. De fait, leur mission d'équilibre est perdue, en veulent-ils seulement encore ?

Au final, il est temps de solder les comptes et de se reparler. Les retraits forcés des militaires français (qui n'ont pourtant pas démériter dans la lutte contre le djihadisme) laissent un sentiment de honte en France, mais surtout un vide à combler : celui des objectifs politiques et sociaux. Il faut pour cela créer des canaux de dialogues entre les sociétés civiles, les diasporas, avec les collectivités locales et à travers des canaux diplomatiques qui ne cohabitent plus avec ceux des affaires. Il ne faut pas faire trop peu et il n'est pas trop tard, la CEDEAO doit agir fermement et de sa propre autorité.

Il faut cesser de se complaire dans le ressentiment, en laissant le champ libre aux autocrates et aux militaires. Il faut être lucide sur l'importance de l'aide au développement et ferme face au travail de sape de la propagande Russe.

Marc BESSIERE, Ancien cadre territorial

Amadou BAH, Analyste socio-politique et Diplômé de Sciences Po Grenoble

